

qu'un groupe d'entrepreneurs français projetent de dépenser 400 millions de dollars pour des installations d'expédition aérienne à Saint-Pierre-et-Miquelon, le ministre se propose-t-il d'appuyer l'idée du transbordement à partir de l'aéroport international de Gander, projet sur lequel on enquête depuis nombre d'années déjà?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, nous avons fait connaître au comité très dynamique, qui est à l'œuvre à Gander, que nous serions heureux d'aller de l'avant le plus rapidement possible dès qu'avec notre concours, il sera en mesure de nous prouver d'une manière assez concluante que les compagnies aériennes sont intéressées par cette idée. Il s'agit de savoir si les compagnies aériennes sont vraiment intéressées. A cet égard, nous apportons au comité notre concours, tout en procédant à nos propres recherches.

LA POLLUTION

L'EMPLOI DES PHOSPHATES DANS LES DÉTERSIFS

M. Randolph Harding (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Comme le ministre de la Gestion de l'énergie et des ressources de l'Ontario a déclaré hier que le gouvernement de l'Ontario songe à présenter en janvier prochain une mesure législative qui interdirait l'emploi des phosphates dans les détersifs, le ministre dira-t-il si le gouvernement du Canada songe également à présenter sous peu une mesure législative destinée à interdire l'emploi de phosphates dans tous les détersifs utilisés au Canada?

L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, comme je l'ai dit hier, quand j'ai pris la parole à l'occasion de la deuxième lecture du projet de loi sur les ressources en eau du Canada, nous songeons à une pareille mesure. J'ai sollicité les vues du comité qui étudiera la loi sur les ressources en eau du Canada. L'une des questions qui me trottent dans la tête actuellement, c'est de savoir quel palier de gouvernement, le fédéral ou le provincial, pourrait s'occuper le plus efficacement du problème.

LES CÉRÉALES

LES AVANCES SUR LES STOCKS DANS LES FERMES

M. John Skoberg (Moose Jaw): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre d'État responsable des céréales. Étant donné que le Bureau fédéral de la statistique signale

que les stocks de blé ont augmenté de 17 p. 100, ce qui représente une augmentation directe des céréales entreposées dans les fermes, le ministre peut-il nous dire s'il recommandera que soit effectué un paiement à l'endroit de ces céréales afin d'aider les cultivateurs à régler leurs problèmes d'entreposage?

L'hon. Otto E. Lang (ministre d'État): Monsieur l'Orateur, tout changement de politique à l'égard de situations actuelles sera évidemment annoncé par le gouvernement le moment venu.

● (11.50 a.m.)

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

LES SUBSIDES

JOUR PRÉVU AUX TERMES DE L'ARTICLE 58 DU RÈGLEMENT—YUKON ET TERRITOIRES DU NORD-OUEST—LA RÉFORME CONSTITUTIONNELLE ET ADMINISTRATIVE

M. G. W. Baldwin (Peace River) au nom de l'hon. M. Stanfield:

La Chambre blâme les politiques constitutionnelle et administrative du gouvernement énoncées par le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien relatives aux territoires du Yukon et du Nord-Ouest et rejette le refus pathologique de la part du gouvernement de mettre fin à la forme coloniale de gouvernement qui existe dans lesdits territoires; et la Chambre reconnaît les désirs et aspirations que la population des territoires du Yukon et du Nord-Ouest a exprimés à l'unanimité dans les résolutions du Conseil territorial du Yukon et du Conseil territorial du Nord-Ouest visant à obtenir la réforme constitutionnelle et administrative, par mode d'évolution.

M. Erik Nielsen (Yukon): Monsieur l'Orateur, je suis bien content de voir que le ministre s'est privé du plaisir de se rendre, avec la plupart de ses collègues, à Harrison Hot Springs, afin de participer au débat, ainsi que le député des Territoires du Nord-Ouest (M. Orange) dont l'intervention va être assez pénible, j'en suis certain. Je suis certain aussi qu'il sera avec nous pendant le débat.

M. Orange: Ce ne sera pas pénible pour moi.

M. Nielsen: Mais ce le sera pour moi.

J'aimerais rappeler les événements du passé avant de faire la critique de la politique gouvernementale telle que l'a énoncée le ministre, le 10 du mois courant à Yellowknife et le 12 à Whitehorse.

Le 26 septembre 1958 un ancien premier ministre du Canada, le très honorable député de Prince Albert (M. Diefenbaker), déclarait:

Cette région du Yukon deviendra certainement une province avec le temps.